



## AVIS DE VACANCE

### EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE

#### AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D'EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ POSTE PRIORITAIRE

**LES DOSSIERS DE CANDIDATURES DOIVENT ÊTRE ADRESSÉS PAR LES ADMINISTRATIONS GESTIONNAIRES\*,**

**AU PLUS TARD LE 20/09/2023, AU SGAE À**

**DOMINIQUE CHARNASSE, ADOJOINT AU CHEF DE BUREAU**

**DOMINIQUE.CHARNASSE@SGAE.GOUV.FR**

**SIMON LOREAL, ADOJOINT AU CHEF DE BUREAU**

**SIMON.LOREAL@SGAE.GOUV.FR**

**COPIE À DAVID SZWARCBERG, CHEF DU BUREAU « COORDINATION, COMMUNICATION, RELATIONS  
PUBLIQUES, INFLUENCE »**

**DAVID.SZWARCBERG@SGAE.GOUV.FR**

**\* TOUT DOSSIER DE CANDIDATURE ADRESSÉ DIRECTEMENT AU SGAE PAR LE CANDIDAT NE POURRA ÊTRE  
RECEVABLE**

<b>Intitulé du poste:</b> (DG-DIR-UNITE)	CNECT F3
<b>Chef d'unité :</b> <b>Adresse e-mail :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Poste</b> <b>Nombre de postes disponibles:</b> <b>Prise de fonction souhaitée :</b> <b>Durée initiale souhaitée :</b> <b>Lieu d'affectation :</b>	Filomena Chirico Filomena.chirico@ec.europa.eu +32.29.95265 <b>Mise en œuvre de la législation sur les marchés numériques</b> 2 4e trimestre 2023 <sup>1</sup> 2 an(s) <sup>1</sup> <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre: .....
<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais	
<b>Cet avis est également ouvert</b> <input type="checkbox"/> <b>aux pays AELE suivants :</b> <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège) <input type="checkbox"/> <b>aux pays tiers suivants:</b> <input type="checkbox"/> <b>aux organisations intergouvernementales suivantes:</b>	

#### 1. Nature des fonctions

Nous sommes la direction «Plateformes» de la DG CONNECT, chargée de la mise en œuvre de la législation sur les services numériques et de la législation sur les marchés numériques - deux nouveaux cadres réglementaires majeurs pour les plateformes en ligne et autres intermédiaires qui seront mis en œuvre par la Commission européenne.

Nous gérons actuellement l'éventail des politiques et réglementations applicables aux services intermédiaires, y compris la législation sur les services numériques "DSA", la législation sur les marchés numériques "DMA" (conjointement avec la DG COMP) et le règlement «Plateforme à entreprise» "P2B".

La direction "Plateformes" a commencé l'application de la législation sur les services numériques DSA et de la législation sur les marchés numériques DMA en supervisant les très grandes plateformes et contrôleurs d'accès. L'unité en charge de l'application de la législation sur les marchés numériques "DMA" recherche des experts nationaux ayant une expérience dans le domaine des industries réglementées (télécom, transport, secteur financier, énergie, etc), analyse de données, protection des données ou le droit de la concurrence pour rejoindre l'équipe. L'expert national détaché sera principalement associé à la **mise en œuvre de la législation sur les marchés numériques**, y compris aux obligations telles que l'interopérabilité, les silos de données, l'accès aux données, les audits de profilage, "sideloading", la portabilité des données, etc. Elle/il travaillera également sur d'autres dossiers pertinents pour la direction, tels que l'euro numérique et les paiements, la transparence des algorithmes et l'adtech.

Notre travail nécessite une coopération étroite avec différentes directions générales de la Commission et une interaction fréquente avec un vaste nombre de parties prenantes.

## 2. Qualifications requises

### a) Critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

### b) Critères de sélection

#### Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : application de la loi, analyse économique, protection des données, ingénierie logicielle et autres domaines pertinents pour le poste

#### Expérience professionnelle

- Solide expérience en matière de réglementation numérique et/ou de dossiers de politique numérique
- Bonne compréhension des concepts juridiques clés de la législation sur les marchés numériques DMA
- Connaissance et intérêt dans les domaines réglementés
- Expérience pertinente dans l'un des domaines pertinents pour l'application de la législation sur les marchés numériques: protection des données, secteurs réglementés, systèmes de paiement, données et analyses économiques à des fins répressives, informations sur le marché
- Expertise technique dans les domaines permanents du Digital Markets Act, en particulier la sécurité des équipements, le développement de logiciels est un atout

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Excellent niveau oral et écrit en anglais

### **3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

### **4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

### **5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

#### **Informations de contact**

##### **- Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la

collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.